

LA SCOLARITE DES ENFANTS IMMIGRES UN ECHEC PROGRAMMÉ?



tions pour échapper à la „minorisation” de leurs enfants:

- l'envoi de ceux-ci aux écoles privées (notamment St. Sophie);
- le changement de domicile tacite - inscription résidentielle chez des membres de la famille dans d'autres quartiers.

Echec scolaire

Jetons un coup d'oeil sur la carrière scolaire des enfants immigrés.

Force est de constater que l'échec semble être programmé d'avance: ces enfants doivent assumer 4 langues dès le début de leur scolarité; l'alphabétisation se fait en allemand, langue totalement étrangère pour eux; la surcharge due aux cours extra-scolaires de langue maternelle n'arrange guère les choses; les désavantages socio-culturels s'y ajoutent (c'est le cas, bien sûr, aussi pour bon nombre d'enfants luxembourgeois).

Il est significatif que la majorité des enfants doivent redoubler le tout, pendant les trois premières années - là où l'allemand est effectivement la pierre d'achoppement.

Les Portugais et dans une moindre mesure les Italiens sont ceux qui doivent redoubler le plus: 24 élèves portugais, 12 Italiens contre 6 Luxembourgeois sur 100 élèves dans l'enseignement primaire³⁾.

Il va de soi que la présence des immigrés dans le complémentaire et dans la section „fin d'études” est de 64%, respectivement 67,8%⁴⁾ - ces deux filières constituent des culs-de-sac en matière scolaire et professionnelle; aucune formation n'est ouverte; les „diplômés” sont des ouvriers non-qualifiés ou de jeunes chômeurs à vie.

On n'est guère étonné par l'observation a contrario que les élèves immigrés se font rares au lycée: 11,2% d'étrangers - au niveau national, plus précisément 1% d'élèves portugais et 3,12% d'élèves italiens⁵⁾!

Etant donné que la moyenne des classes du primaire est actuellement de 15-16 élèves, l'argument d'effectifs de classes trop importants ne convainc guère.

Le lecteur est bien conscient de la forte présence des enfants migrants à l'école luxembourgeoise. Déjà au sein de la population globale, les étrangers représentent 42,6%. Il est bien connu que les taux de la Ville de Luxembourg sont plus élevés que les moyennes des autres communes en raison de la concentration des Portugais ici - à part quelques exceptions comme Larochette.

Autre fait connu: les migrants italiens sont moins visibles, soit qu'ils se soient bien intégrés, ou que les retours des familles italiennes soient plus importants que les arrivées.

Ceci fait que la présence des immigrés portugais et de leurs familles a considérablement changé la vie scolaire: en Ville, 56,3% des élèves du primaire et même 83,6% des élèves des classes spéciales sont des étrangers. Il va de soi que les „classes d'accueil” sont entièrement étrangères. Par contre au lycée, on ne trouve que 0,9% de Portugais et 2,8% d'Italiens (Canton de Luxembourg)¹⁾ parmi les élèves.

Essayons d'examiner quelques aspects de cette problématique sans vouloir prétendre à une étude systématique et exhaustive.

Tendances historiques

L'immigration italienne - rotation élevée - n'a guère bouleversé l'école, alors que l'affluence des Portugais à partir des années '60 a eu un impact considérable sur la vie scolaire, vu que le regroupement familial est la règle dans leur cas²⁾.

Il en résultait, bien sûr, que les pourcentages d'enfants d'immigrés augmentaient constamment: si on comptait 35% d'élèves étrangers dans le primaire en 1976/77 à Luxembourg-Ville, on en a actuellement 56,3% - chiffre impressionnant qui semble toutefois accuser depuis peu une certaine stagnation sinon une minime régression - dues sans doute à l'adaptation démographique des immigrés.

Bien entendu, ces taux varient d'un quartier à l'autre - voici deux extrêmes: au Cents on ne compte que 8,9% d'étrangers (et de quelle nationalité?) contre 86% à la Gare - toujours dans le primaire.

Certaines tendances „migratoires” au sein de la population autochtone ne font qu'augmenter ces taux extrêmes; des parents luxembourgeois, inquiets de cette situation, ont trouvé deux solu-

La scolarité des enfants immigrés

un échec programmé?

Mesures pédagogiques

Essayons de voir dans la suite, quelle est l'attitude des autorités communales et nationales face à une situation qui n'est satisfaisante ni pour les uns ni pour les autres.

Plusieurs approches seraient concevables.

– Une solution radicale consiste à effectuer l'*alphabétisation en langue maternelle* et à viser une intégration au fur et à mesure que les enfants ont été fixés dans leur propre langue. Ceci veut dire qu'au cours des trois premières années les enfants seraient partiellement séparés, tout en suivant certaines matières d'éveil ensemble, – voir à ce propos des écoles pilotes promues par l'UNESCO ou des programmes scolaires déjà assez répandus aux Pays-Bas.

– *L'intégration des cours de langue maternelle* dans l'horaire scolaire

officiel pourrait constituer une voie médiane. Une directive de la Commission Européenne datant de 1977, qui va dans ce sens, aurait dû être réalisée au plus tard en 1981! A part un débat à la chambre en février 1983 et une recommandation du Ministère de l'Education Nationale aux communes de prendre des mesures en faveur d'une telle intégration (2 heures par semaine), seules des expériences isolées ont été réalisées.

Sur l'initiative de quelques instituteurs une véritable intégration est expérimentée depuis plus de 2 ans. Dans ce cadre, on a choisi 2 matières (calcul, géographie. . .) qui après coordination des programmes entre les enseignants luxembourgeois et étrangers sont enseignées une fois par semaine en langue maternelle pour les différents groupes nationaux. Le modèle de Differdange, par exemple, n'enlève rien à l'horaire normal et s'est avéré très positif pour les enfants immigrés: moins de surcharge par les cours extra-scolaires et au moins

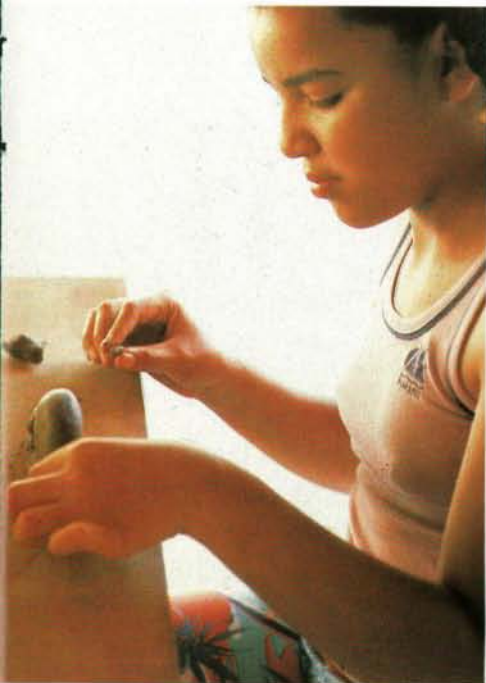
2 fois par semaine un cours où l'entrave de la langue véhiculaire étrangère disparaît⁶⁾.

– Un véritable *enseignement interculturel* (étendu éventuellement sur plus de 2 heures) représenterait une approche plus ambitieuse. En apportant également des connaissances du monde immigré aux enfants autochtones, on pourrait peut-être obtenir l'adhésion de ces parents luxembourgeois tentés par la „migration interne”.

– Nécessité immédiate: l'enseignement de l'allemand comme langue étrangère. Tout le monde est conscient de l'obstacle principal de l'école luxembourgeoise qu'est l'allemand dans l'optique des immigrés – non pas seulement son apprentissage „automatique” par les petits Luxembourgeois, mais aussi son emploi en tant que langue véhiculaire dans l'enseignement primaire.

Or, la pratique actuelle est toujours la suivante: les enfants portugais ayant fréquenté l'école maternelle ici





ainsi que ceux qui arrivent au moment de l'entrée à l'école primaire – donc avec les seules connaissances du portugais – sont traités de la même façon que leurs camarades luxembourgeois – l'échec devient la règle!

Les élèves arrivant plus tard – „Seiteneinsteiger” – entrent dans les „classes d'accueil” ou „classes francophones”, où ils devraient rester un an afin d'être intégrés par la suite. Or, ces intégrations se font souvent attendre et nombreux sont ceux qui restent dans les „filières francophones”. Le risque d'une telle situation ne me semble pas tellement être la possible ghettoïsation de ces enfants, mais plutôt le danger que d'une année à l'autre une classe francophone soit mutée en classe germanophone par manque d'élèves étrangers ou pour d'autres raisons.

Par ailleurs, il existe des „classes d'attente”, qui permettent aux cas difficiles de faire deux fois les premières années sans pour autant devoir subir l'effet négatif d'un redoublement redondant.

En Ville (Gare), une première „classe de transition” a été réalisée cette année. L'objectif d'une telle année supplémentaire entre la 2^e et la 3^e classe est de vouloir offrir un enseignement inten-

sif d'allemand; toutes les matières sont enseignées tout en servant de prétexte à l'exercice de l'allemand. Ces quelques expériences semblent produire de bons résultats, ce qui devrait inviter à une généralisation nationale.

On comptait jusqu'ici sur l'assimilation immédiate – suite d'une politique (ou d'une absence de politique) d'intégration tacite, qui n'a pas eu seulement des répercussions négatives sur l'ensemble de l'école, mais aussi sur l'individu étranger et autochtone: d'un côté la perte de l'identité d'origine et l'échec et de l'autre une incompréhension et un manque de respect devant la différence.

Claudia Hartmann

¹⁾ Ces chiffres sont tirés de: *Statistiques Scolaires 1985/86*, Ville de Luxembourg; *Courrier de l'Education Nationale B5-84*.

²⁾ Le „Contrat culturel”, signé avec le Portugal et la Yougoslavie en 1970, rendait possible le regroupement familial pour ces 2 pays non-membres de la CEE; par une „Convention” avec l'Italie en 1957, les autorités luxembourgeoises admettaient 500 familles par an.

³⁾ J. LEVY, 1984, *Bildung und Migration in Luxemburg*, Luxembourg: SIRP. Ces chiffres couvrent l'étendue nationale, les autres taux ne concernent que la Ville de Luxembourg – sauf indication contraire.

⁴⁾ *Statistiques Scolaires 1985/86*, Ville de Luxembourg.

⁵⁾ *Courrier de l'Education Nationale B4-84*.

⁶⁾ Quelques bulletins d'information ont été tirés afin d'informer des intéressés; se renseigner auprès de Pierre Fussenig, Diferdange.